

Le MaliKura fortement apprécié à l'extérieur : Récit d'un voyage à Tunis !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 17 MAI 2022

1099

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le Porte-parole du Gouvernement de la République du Mali est de nouveau apparu à l'ouverture du journal télévisé de 20 heures de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali, l'air grave, sanglé dans son costume de gendarme et béret bleu vissé à la tête pour l'annoncer : une tentative de coup d'Etat a été déjouée.

Tentative de coup d'État

La situation sous contrôle



Bazoum Mohamed : La polygamie et les nigériens



Mali : Lancement du programme émergence artistique et culture



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

16 Mai
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

507

Nouveaux cas confirmés

10

Nouveaux guéris

09

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

07 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
85 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 014

Guéris

30 098

Décès

734

dont 97 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.15



P.18



/ Une /



Tentative de coup d'État : La situation sous contrôle

P.5

/ Brèves /



MALI KURA : Un slogan creux ?

P.12

Kayes : Le 116ème forage sur fond de souveraineté du Président de la Transition inaugurée

P.12

En dépit de la chute du marché des cryptomonnaies : Le Limocoin reste zen

P.12

Le MaliKura fortement apprécié à l'extérieur : Récit d'un voyage à Tunis !

P.13

FOCUS : TANDEM !

P.13

/ Actualité /



Mali : Acharnement des jihadistes sur Mopti

P.15

Application de l'article 39 : La proposition de 20% qui divise les syndicalistes de l'éducation

P.16

/ Politique /



Face à l'agressivité extérieure : Les maliens derrière leur armée

P.18

Augmentation du nombre des conseillers au CNT : La Coordination contre l'Esclavage et ses Séquelles (C.C.E.S) réclament un siège pour Boubacar N'Djim

P.19

/ Culture & société /



Livre : « Le journal d'un douanier » dans les librairies !

P.20

Mali : Lancement du programme émergence artistique et culture

P.21

/ International /



Au Niger : Les thèses complotistes ne viennent pas que de Moscou

P.22

Durée de la transition : Le CNT ouvre la boîte de pandores (Éditorial)

P.25

Bazoum Mohamed : La polygamie et les nigériens

P.26

/ Sport /



MERCATO – PSG : Kylian M'Bappé dévoile une date pour son choix !

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Tentative de coup

d'État La situation

sous contrôle



Le Porte-parole du Gouvernement de la République du Mali est de nouveau apparu à l'ouverture du journal télévisé de 20 heures de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali, l'air grave, sanglé dans son costume de gendarme et béret bleu vissé à la tête pour l'annoncer : une tentative de coup d'État a été déjouée. Et dans son allocution, il donne un début de réponses aux premières et incontournables questions que se poseraient inéluctablement les maliennes et maliens : quand ? qui ? pourquoi ? des complices ? quelles suites ?

Le putsch, selon le Porte-parole du Gouvernement, non moins colonel et ministre de l'Administration territoriale et de Décentralisation, a été éventé dans la nuit du 11 au 12 mai soit déjà 5 jours. Le secret a, on le voit, été bien gardé car peu ou pas de fuite a concerné cette affaire. A moins que ceux qui savaient ne se soit imposé une omerta pour d'évidentes raisons de sécurité pour eux-mêmes et pour le Mali. Les autorités quant à elles avaient sûrement besoin de temps pour prendre totalement en main la situation avant de communiquer. Car

un coup d'État est une véritable alchimie avec de nombreuses connexions et de filières à remonter. Est-ce fait ? En tout cas, le gouvernement annonce que « **La tentative a été déjouée grâce à la vigilance et au professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité du Mali** ». Ainsi « **Dans le cadre de l'enquête et de la recherche des complices impliqués dans ce projet funeste,**

le Gouvernement de la République du Mali informe que tous les moyens nécessaires, ainsi que les mesures appropriées ont été déployés, notamment, le renforcement des contrôles aux sorties de la ville de Bamako et aux postes frontaliers du Mali. De plus, les personnes arrêtées seront mises à la disposition de la justice».

Qui sont donc les personnes arrêtées dont rien n'est dit sur les identités. Des civils sont-ils concernés ? Ces questions essentielles restent pour l'instant sans réponses. En revanche, tout laisse croire que les « conjurés » sont contre la ligne politique imprimée par la Transition c'est-à-dire la voie du progrès choisie par elles. C'est pour cette raison que le colonel Maiga parle « **d'anti-progressistes** » qui ont pour objectif « **d'entraver, voire annihiler les efforts substantiels de sécurisation de notre pays et de retour à l'ordre constitutionnel, gage de paix et la stabilité** ».

Ils ont, selon le gouvernement, au moins un complice voire un instigateur connu : « un Etat occidental ». Il n'est pas besoin d'être grand clerc ou d'avoir une boule de Crystal pour deviner les autorités maliennes indexent la France.

Malikilé reviendra sur ce dossier.

Le communiqué du Gouvernement de la République du Mali en encadré.

Quels sont les auteurs présumés de cette déstabilisation ? Le Porte-parole du Gouvernement indexe un petit groupe d'officiers maliens et de sous-officiers maliens.

■ Moctar Sow



MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA
DECENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°031 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Dans le dessein malsain de briser la dynamique de la Refondation du Mali, un groupuscule d'officiers et de sous-officiers anti-progressistes maliens a tenté un coup d'état dans la nuit du 11 au 12 Mai 2022. Ces militaires étaient soutenus par un Etat occidental. La tentative a été déjouée grâce à la vigilance et au professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité du Mali.

Le Gouvernement de la République du Mali condamne avec la dernière rigueur cette indigne atteinte à la sûreté de l'Etat dont l'objectif visé est d'entraver, voire annihiler les efforts substantiels de sécurisation de notre pays et le retour à un ordre constitutionnel, gage de paix et de stabilité.

Dans le cadre de l'enquête et de la recherche des complices impliqués dans ce projet funeste, le Gouvernement de la République du Mali informe que tous les moyens nécessaires, ainsi que les mesures appropriées ont été déployés, notamment, le renforcement des contrôles aux sorties de la ville de Bamako et aux postes frontaliers du Mali. En outre, les personnes interpellées seront mises à la disposition de la justice.

Le Gouvernement de la République du Mali rassure que la situation est sous contrôle et invite les populations au calme.

Que Dieu bénisse le Mali!

Bamako, le 16 mai 2022

Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,



Colonel Abdoulaye MAIGA

Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/matd mali/posts>

■ Ouverture Média - OM



OM TV : #Communique

Communiqué de Diby magassa cité comme mentor des supposées administratrices de la page MJD

J'ai appris hier soir qu'à Bamako actuellement des rumeurs circulent pour décrédibiliser des artistes, des influenceurs et autres personnalités... Choqué d'apprendre que mon nom soit associé aux « MJD » que je ne connais ni de près ni de loin, ni d'Adam ni d'Eve, ni d'Awa ni d'Adama. On m'a carrément accusé d'être un escroc, le « cerveau » et la personne derrière le « clavier » de cette page lol Qu'Allah m'en soit témoin je n'ai rien à avoir avec tout ça. On m'accuse à tort pour trouver un bouc émissaire. J'ai une image, je me dois de préserver et défendre mon honneur et je ne laisserai personne colporter des fausses rumeurs à mon sujet. Certaines personnes ont engagé des poursuites contre les personnes à l'origine de rumeurs. A mon tour je vais porter plainte pour diffamation à Paris et à Bamako, j'irai jusqu'au bout Insha Allah. C'est mon premier et dernier message à ce sujet. A bon entendeur Diby MAGASSA
NOUS REVIENDRONS BIENTÔT SUR CETTE AFFAIRE...
#OM_INFO



■ Moussa Baba Coulibaly



Je n'arrive toujours pas à comprendre cette hostilité à la limite de la haine que certains ont contre le Mali.



Bart Ouvry
@BartOuvryEU

Signature avec @AbdoulayeDiop8 de la convention résilience pour 33 mrd FCFA: répondre aux besoins alimentaires immédiats, appui à la production agricole, amélioration nutritionnelle et renforcement des capacités institutionnelles. UE aux côtés des Maliens.
@MaliMaeci @WFP_FR



■ Ammy Baba Cisse



Où se trouve les citernes de gas-oil destinés à EDM? Depuis hier soir, l'électricité fait défaut à Niama

La Russie parle d'une grave erreur concernant l'entrée dans l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

■ Salif Tall

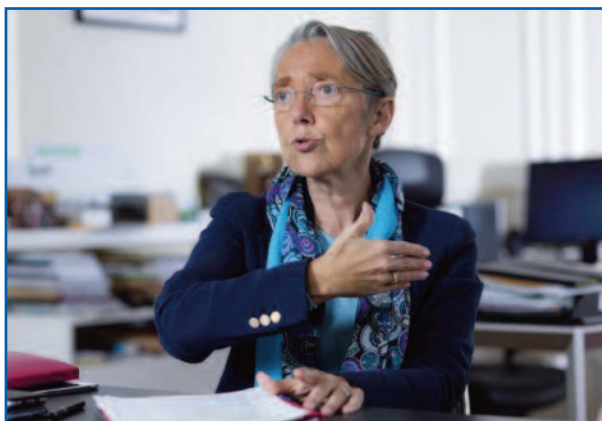


LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE FRANCAIS EST UNE FEMME ET S'APPELLE ELISABETH BORNE:

Élisabeth Borne, née le 18 avril 1961 à Paris, est une haute fonctionnaire et femme d'État française.

Ingénieur général des Ponts et Chaussées, préfète de la région Poitou-Charentes de 2013 à 2014 puis directrice de cabinet de Ségolène Royal au ministère de l'Écologie de 2014 à 2015, elle est présidente de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) de 2015 à 2017.

Longtemps proche du Parti socialiste, elle rejoint La République en marche et devient ministre chargée des Transports en mai 2017 dans le premier gouvernement Édouard Philippe, sous la présidence d'Emmanuel Macron. En juillet 2019, elle devient ministre de la Transition écologique et solidaire, en remplacement de François de Rugy, démissionnaire. Elle est nommée l'année suivante ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion dans le gouvernement Jean Castex.



■ Casimir Sangala



Burkina Faso : au moins 40 morts dans 3 attaques djihadistes.

All outside : Bolly, Meyer, Benjamin Roger, Ambassadeurs Cedeao, Barkhane, Takuba, soldats Danois, Rfi, France 24, G5 Sahel

■ Master Ti



De l'enquête sur la page mjd:

Garde à vue levée pour Mamasita et Kante.

Criminalistique numérique, auditions et interrogatoires ont permis de découvrir que la bande est dirigée par un franco-malien né à Ivry sur Seine, connu de la police française pour arnaque et escroquerie. Il évolue dans le domaine de la communication d'où sa maîtrise relative de l'outil informatique.

Les femmes du réseau, pour la plupart des franco-maliennes, ont pour rôle de collecter et de donner les informations sur les gens pour être publiées sur la page aux fins de chantage.

Le monsieur n'a jamais évolué que dans le milieu des femmes. L'enquête même fut ouverte au mois de juin 2021. Depuis il y a eu des infiltrations et on a laissé des gens du réseau approcher certains membres du parquet pour des raisons d'enquêtes. Malheureusement puisqu'ils étaient sur leur garde, ils ont compris au mois d'octobre 2021 que l'on enquêtait sur eux et alors en réaction, ils ont commencé les attaques contre le parquet, pensant que ça allait déstabiliser les enquêteurs ou les démoraliser. Pour des gens formés à recevoir et encaisser les coups mentalement, l'enquête fut poursuivie et devrait être bouclée vers février 2022 avec la réception de certains résultats

qui devraient nous parvenir d'un pays où vivent les administrateurs de la page. Mais des événements extérieurs sont venus bloquer cette réception et nous obliger à chercher autrement des résultats. C'est chose faite aujourd'hui, raison pour laquelle on a commencé les interpellations et auditions.

L'enquête a pu fixer leur attention. Tel le cheval mourant, D.M donne ses derniers coups de sabot par des agitations, des appels à intervention, des messages tout en continuant à publier pour faire croire qu'il est serein !

Les insultes, les injures viennent rarement des filles. Celui qui les tient, c'est l'administrateur de la page.

Et contrairement à ce que pensent beaucoup de gens, c'est un monsieur qui se trouve derrière le clavier à écrire et non une femme. Il a assigné une tâche à chacune des filles du réseau, c'est tout.

Les enquêtes ont relevé que les filles ont peur d'être attaquées sur la page par lui d'où leur crainte de se retirer du réseau et de dénoncer le monsieur. Il les tient par des vidéos pour des femmes mariées aujourd'hui pour la plupart. Elles le décrivent comme étant quelqu'un d'opportuniste, de manipulateur et qui ne supporte pas la pression sinon il s'agite, s'énerve et devient vulgaire selon une de ses anciennes amies dont il a déjà publié les images nues sur la page il y a quelques années (pour ne pas être précis à dessein).

Dans un pays il faut bien que certains osent pour que d'autres respirent et vivent en toute tranquillité. L'exemple nous est donné tous les jours par nos soldats au front. Si tout le monde croise les bras par peur des insultes, des injures, de la diffamation, de la mort, le pays ne se relèvera jamais des difficultés actuelles et les délinquants, les criminels etc continueront à imposer leur loi.

NB: On ne signale pas et on ne fait pas bloquer la page à dessein.

Les interpellations vont se poursuivre pour déterminer le degré de responsabilité de chacun sinon les différents acteurs sont déjà identifiés grâce aux données informatiques saisies et les déclarations-aveux de certaines personnes entendues.

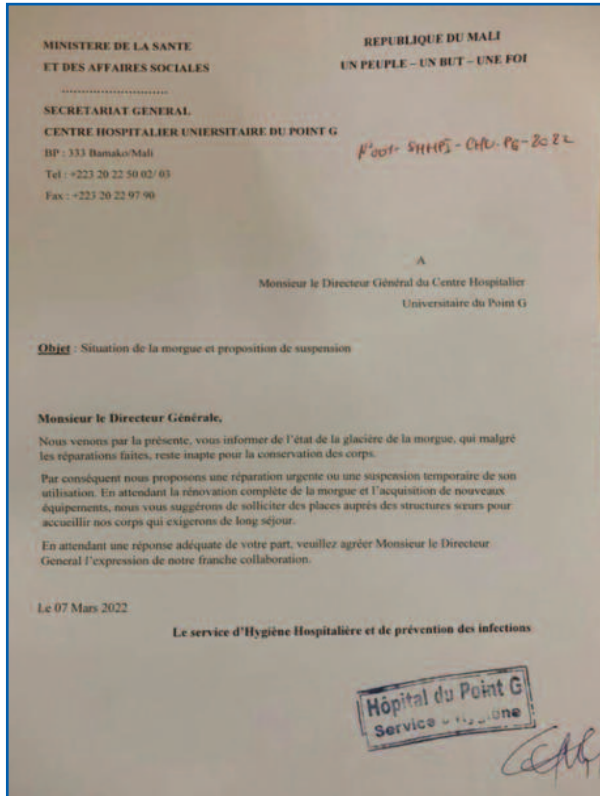
©Source: page Facebook du parquet commune 4.



■ Issiaka Malien Lamda



On peut pas compter sur ces gens. Je démissionne...



■ Actu Burkina



Séko Fofana a été élu meilleur joueur africain du Championnat de France de football (Ligue 1) 2021-2022 par un jury rassemblé par RFI et France 24. Au classement, l'Ivoirien devance nettement deux Rennais, le Malien Hamari Traoré et le Marocain Nayef Aguerd. Le milieu de terrain âgé de 27 ans succède ainsi à son coéquipier au RC Lens, le Congolais Gaël Kakuta....



■ Pythagore Panel Officiel



RUSSIE vs UKRAINE

Jose Mourinho : « Je suis profondément attristé par les victimes de la guerre en Ukraine, tout comme j'ai été attristé par les victimes de la guerre en Syrie, en Afrique, en Palestine et dans la bande de Gaza. »

Michaël Gbagbo
#Pyth #CONSORTIUM_CSA



■ Abdoul MBAYE



Au nom de la liberté ils interdisent aux femmes musulmanes de porter un burkini ou un foulard. Au nom de cette même liberté ils veulent faire sanctionner Gana Gueye qui ne souhaite pas porter un maillot LGBT. Liberté ou terreur ? Plutôt effroyable bêtise.

■ Sambou Sissoko



De 85.000 FCFA, la tonne de ciment est aujourd'hui à Bamako à 140.000 FCFA. Vive la transition ! Vive Assimi Goita

■ Mouvements fans Tiken Jah Faly



Ne parlez pas le bonheur, si vous n'aimez pas le travail. Comment voulez-vous construire une vie si vous préférez l'ombre que le soleil. Croyez moi, tout est possible dans la vie à qui ose, travaille et n'abandonne pas. Seul le travail paye



← Tweet



Moussa Sey Diallo
@MackeD223

Le Mali s'est retiré du G5 Sahel parce qu'il semble être instrumentalisé. Des arguments valables ont été tenus pour l'étayer. Pourtant, il pouvait dénoncer et continuer à profiter de cet outil. Les abandons par orgueil pourraient isoler le pays et faire l'affaire des adversaires.

12:11 · 16 mai 22 · Twitter for Android

■ Mamadou Ismaila KONATE



Déchaînons-nous contre la et confondons la même au . Mais, qu'est-ce que l'on a contre le dont les soldats nous protègent ? Et la et le sont-ils nos ennemis nouveaux pour claquer la porte du #G5S au nez ? Voulons-nous être seuls sur cette terre ? #PourLe #JeSuis

■ Housseine Ag Issa



#Sahel #Mali Retrait du mali au #G5Sahel est intervenue après que le groupe a refusé de céder la présidence tournante au président de transition du Mali, à un moment où il est périodiquement présidé par le président de transition du Tchad, et cela s'appelle, doubles standards.

#G5Sahel, surtout sa force conjointe, est un projet mort-né. C'était un projet français par excellence, visant à mobiliser un soutien international pour renforcer la présence française dans la région. Preuve en est que la France a cherché à faire voter une loi au sein du CS.

■ Dr Djamila Ferdjani



A chaque fois qu'on m'a dit "Ah! Cet homme est totalement dominé par sa femme.." c'est pour in fine me rendre compte que c'est juste un homme qui a beaucoup de respect, d'amour et de confiance pour sa femme.

■ Serge Daniel

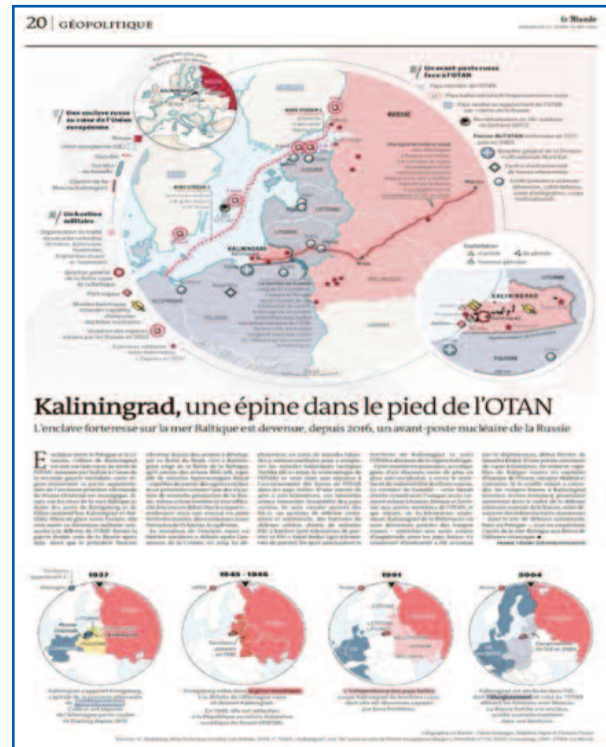


#Mali-G5 - Le Mali quitte le G5 (Officiel) /Le gouvernement malien décide ce 15/05/2022 de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe. Comme principale raison, il a avancé une " violation" des textes de l'organisation commune à 5 pays.

■ delphinepapin



Kaliningrad, une épine dans le pied de l'OTAN. L'enclave forteresse sur la mer Baltique est devenue, depuis 2016, un avant-poste nucléaire de la Russie à retrouver en carte et en kiosque @lemondefr @LM_enCartes





Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

MALI KURA : Un slogan creux ?



Depuis la chute de l'ancien régime d'IBK, les responsables du mouvement qui y sont à l'origine, le M5-RFP, sont en train de vendre des illusions au peuple avec un slogan dont eux seuls connaissent le contenu : le Mali Kura, autrement dit le Mali nouveau. Ce slogan prône la rupture avec les anciennes pratiques de mauvaise gouvernance, de corruption, de népotisme, d'injustice, bref la rupture avec tout ce que l'on peut considérer comme une gouvernance néfaste. Mais très dans la pratique, ils ont été rattrapés par la réalité du terrain. Et revoilà les mêmes pratiques qu'ils dénonçaient pompeusement sur le Boulevard de l'Indépendance. En réalité, ce sont de véritables marchands de poudre de perlimpinpin. Car, le Mali Kura tant prôné peine à se réaliser. Ils continuent à dire aux Maliens d'attacher les ceintures alors que ceux qui sont aux affaires perçoivent encore tous les avantages liés à leurs fonctions. Sinon, dans le Mali nouveau devenu imaginaire, les membres du CNT ne devraient pas percevoir les mêmes avantages que les députés. Si le Mali Kura était une réalité, on ne devrait pas augmenter le nombre des membres du CNT pour créer une soupe pour ses amis. L'injustice, l'abus de pouvoir, le népotisme, la corruption sont toujours légion dans le pays. Deux affaires suffissent pour corroborer cet état de fait : le scandale de l'attribution des logements sociaux et les récents recrutements à la CANAM, où tout le Mali a été surpris de voir le nom de la 3^e femme de l'imam Oumarou Diarra, ministre délégué dans le Gouvernement du Mali Kura, et d'autres responsables du pays, dont les proches ont également été recrutés. Finalement, tout le Mali Kura, c'est « A bas la France », « A bas la CEDEAO ». Des discours populistes qui résonnent jusque dans le Mali profond. A suivre.

Bamey / Moussa Diarra / Source : La Lettre du Peuple

En dépit de la chute du marché des cryptomonnaies : Le Limocoin reste zen

La monnaie phare de l'écosystème crypto, le Bitcoin, a continué sa chute, à son plus bas niveau depuis deux ans. Plus généralement, c'est l'ensemble du marché qui est déstabilisé par le crash du terra, une cryptomonnaie censée rester ancrée au dollar (un STABLE-COIN), Impressionnant n'est-ce pas??

Question à 1 million de Limocoin:

Depuis quand les stable coins chutent?

Mais le Limocoin du camerounais Emile Parfait Simb est resté zen.

Le bitcoin est en baisse, à l'image d'autres crypto-monnaies comme l'ethereum et le tether. Le Luna est passé de 120\$ le 8 Mai à 0.005\$ à l'heure de l'écriture de cet article. Le BTC a poursuivi sa glissade dans la nuit de mercredi à jeudi à son plus bas niveau depuis décembre 2020, passant même sous la barre des 27 000 dollars en début de matinée.

Kayes : Le 116ème forage sur fond de souveraineté du Président de la Transition inaugurée



Le samedi 14 mai 2022, le 116ème forage, issu du fond de souveraineté du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi Goïta, chef de l'État, a été inauguré à Sigeige (village situé à 05 km de la Mauritanie), dans la commune de Gory, cercle de Yelimané. Habillée en tenue militaire, une façon d'exprimer leur soutien à l'armée Malienne et aux autorités de la transition, la population est sortie massivement pour réserver un accueil chaleureux à la délégation de la présidence, conduite par le colonel Assa Badiallo Touré (conseillère spéciale du chef de l'État). Aujourd'hui, grâce à ce forage, le président Goïta vient de mettre fin à la pénurie d'eau dans ce village. Le préfet du cercle de Yelimané, Madikama Diawara a rappelé le contexte de réalisation de ce forage à Sigeige. Il a indiqué qu'il s'agit d'un engagement que le président de la transition est en train d'honorer. La conseillère spéciale, dans son allocution a indiqué qu'à travers cette infrastructure, le chef de l'État vient de prouver qu'il accorde un grand intérêt et une grande considération à tous les citoyens Maliens.

Source : LE PAYS



La plus célèbre des monnaies numériques s'échangeait vers 8h à 26 595,50 dollars sur la plateforme Bitstamp, ce qui représente une chute de près de 15% au cours des dernières 24 heures. Son principal rival, l'ether, était quant à lui repassé sous le seuil psychologique de 2000 dollars.

Le BNB est passé de 450 à 232\$, terrible n'est-ce pas?

Malgré la débâcle des monnaies virtuelles, le Limocoin n'a pas bougé. Contre toute attente, la crypto du CEO de Global Investment Trading, Emile Parfait Simb est resté stable. Toute chose qui augure d'un lendemain meilleur. Ceci est dû à son volume de transaction très élevé par rapport à toutes les crypto monnaies de son âge. A rappeler que le limocoin a été créé en Décembre 2021 et à ce jour compte déjà plus de 1 200 000 transferts.

Source : Rédaction 30Minutes

Le MaliKura fortement apprécié à l'extérieur : Récit d'un voyage à Tunis !



Conseiller juridique de son état, M. Maïga vient d'effectuer un voyage en Tunisie et en Turquie. Il raconte l'accueil réservé à la délégation malienne, dont il était membre, dans ces deux pays. Récit.

En partant en Tunisie pour participer au congrès du groupe régional africain des magistrats à Tunis en Tunisie, j'ai reçu vos aimables vœux de bon voyage.

Je vous informe que je suis de vôtre depuis hier soir à 22h 24 mn. Que je ne peux pas vous dispenser d'un petit CR de ce que j'ai vécu comme bonheur à l'occasion de ce petit périple. Je vous avoue que j'ai ai été dépassé par le respect, l'admiration, l'enthousiasme des autres, l'égard que les pays, que j'ai parcourus, ont désormais pour le nouveau malien que je suis.

En Tunisie, la délégation malienne a ravi la vedette à tous. Mon Président et moi avons été accueillis en héros comme si c'était nous qui avons personnellement créés les conditions du Malikura. Les collègues accouraient de toutes parts, comme si c'était un défi pour chacun, de nous embrasser en premier. A notre contact, certains ont même versé de chaudes larmes. Tous, nous notifiaient avec une fierté indescriptible leurs sentiments africains devant ce qu'ils appellent la nouvelle indépendance africaine portée par le Mali. Pour dire vrai, je vous avoue qu'un moment donné j'étais perdu entre le sentiment de joie qui me traversait le corps, le sentiment d'amour pour mon peuple et son pays, mais aussi une dose de peur tant le défi est immense, celui de porter désormais toute l'Afrique et même au-delà des côtes africaines, tous les peuples brimés.

De ma petite vie d'homme, je n'ai jamais vécu personnellement une telle scène. Souvent, je me demandais même si mes interlocuteurs ne me confondaient pas avec le Président de la transition ou le PM CHOGUEL avec qui je partage le même nom de famille. Mais très vite, je me convaincs qu'il n'en est rien. Je profite seulement de "l'ombre" de personnes qui se sont assumés à mon nom, celui du peuple.

Ce que j'ai vécu m'oblige et doit obliger désormais tous les maliens à redoubler d'efforts sachant que tous les changements s'étaient opérés dans la douleur. Que ceux qui dorment se réveillent, un temps soit peu. Que ceux qui en ont le moyen fassent un petit voyage à l'extérieur pour apprécier cet événement puisqu'il est attribué à tous les maliens en cette qualité.

FOCUS : TANDEM !



Dans une équipe de football, il arrive souvent que deux coéquipiers (milieu de terrain ou attaquant) s'entendent à merveille. Et très souvent l'attention du public est attirée par les prouesses techniques de ce TANDEM.

C'est là, l'image que l'on peut coller à l'équipe qui dirige le processus de la transition dans notre pays. Et depuis bientôt un an, cette équipe a son TANDEM à la pointe de l'attaque : ASSIMI et CHOGUEL. Les deux ont su vite se répartir les tâches. ASSIMI, avec son brassard de capitaine, joue le rôle de porteur d'eau. Il décide et coordonne, dans l'ombre, toutes les actions de l'équipe. C'est lui le métronome. À la pointe de l'attaque, CHOGUEL, avec son expérience, sa vivacité et son sens de la provocation est devenu le pilier de l'équipe. Il a le don d'attirer l'attention des adversaires (à domicile et à l'extérieur). Stratégie de jeu de l'équipe ou actes de provocation ? CHOGUEL, à l'évidence, a choisi de prendre des coups. Et Dieu seul sait combien il en a reçus ces derniers temps. Mais, l'attaquant de pointe qu'il est, semble bien préparé à en encaisser encore. CHOGUEL a toujours évolué dans le terrain de l'adversité. Ce qui fait de lui un solide rempart à la fois pour ASSIMI et pour le reste de l'équipe. Au-delà des vacarmes du landerneau politique, une grande frange de la population malienne, voit aujourd'hui à travers la transition, l'image d'une équipe avec à sa tête ASSIMI et CHOGUEL. En effet, dans les causeries, les marchés et autres " Grins bamakois", l'on entend très souvent des citoyens exprimer leur admiration pour les deux premières personnalités qui dirigent la transition. Et les échos (multiples) qui nous parviennent de l'extérieur et principalement de ressortissants d'autres pays, indiquent que beaucoup d'espoirs, au-delà du Mali, sont placés en ces deux hommes.

Alors, le monde nous observe !

Sambou Diarra / Source : L'Aube

J'ai vécu ce sentiment depuis l'aéroport jusqu'au marché où certains tunisiens et turques (les deux pays que j'ai traversés) à la déclinaison de mon identité, lancent le salut militaire pour me signifier leurs fiertés. Dans mon hôtel, les travailleurs de l'établissement, ceux-là même que je pensais être coupés du monde, se précipitaient pour me tendre la main et finir par un salut militaire.

La leçon que j'en tire c'est que nous n'avons plus droit à l'erreur. DIEU nous aime, les autres aussi, profitons-en.

Merci !

Ibrahim Djibrilla Maïga, Conseiller juridique. / Source : L'Aube



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Mali : Acharnement des jihadistes sur Mopti

Attaque repoussée à Konna et enlèvement à Korientzé. Pendant qu'une attaque terroriste a été repoussée par les forces armées maliennes à Konna, plus de 20 jeunes ont été enlevés par des jihadistes à Korientzé, quelques jours plutôt.

Attaque terroriste à Konna

Dans la nuit du lundi 9 mai au mardi 10 mai 2022, vers 21 h 00, la ville de Konna a été l'objet d'une attaque terroriste. Mais, l'assaut mené par des jihadistes a été repoussé par les Forces armées maliennes.

En fait, depuis quelques jours déjà, les terroristes avaient infiltré la ville de Konna. Ils viennent en groupuscule de deux ou trois individus. Ils franchissent le bras du fleuve Niger aux abords de la ville de à bord de pirogues, et entrent discrètement dans les quartiers. "Nous attaquerons la ville ! Et, soit les cafres (s'agissant des FAMA) quittent leur base de Konna, soit nous réduisons la ville en poussière" déclaraient-ils afin que la rumeur soit relayée. La tension était palpable dans le cœur des Konnaïses depuis plusieurs jours. En effet, beau-

coup d'habitants ont fait évacuer leurs familles ou ont eux-mêmes déguerpi de la ville. Les souvenirs des affreuses attaques barbares des djihadistes et les multiples contre-offensives de l'armée malienne en 2012 et plus récemment sont encore assez vifs dans les mémoires des résidents de la ville.

Puis, le lundi 9 mai 2022, aux environs de 21 h 00, l'instant fatidique arriva. Les djihadistes, comme ils l'avaient prédit, sont passé à l'acte. Mais la riposte forte et puissante de l'armée ne s'est pas fait attendre. Des coups de feu d'armes lourdes ont été entendus. Des drones également ont survolé la ville. En fin de compte, les assaillants ont été repoussés. Pour l'instant, peu de nouvelles circulent sur le nombre de victimes dans les rangs des assaillants et/ou des FAMA.

Mais, pour l'heure, le calme est revenu à Konna, bien que beaucoup d'habitants aient choisi d'envoyer femmes et enfants hors de la ville.

Enlèvement de plus de 20 jeunes à Korientzé

Depuis plusieurs jours maintenant, les djihadistes terrorisent les paisibles populations de la ville de Korientzé, chef-lieu de la commune de Korombana, située à environ 80 kilomètres de Konna.

D'abord, le jour de la fête de l'Aïd, des hommes armés non-identifiés et montés sur des motos ont fait irruption dans la ville et dispersé les jeunes qui s'étaient regroupés pour fêter en organisant des jeux, des concours de marathons, des courses de bicyclettes et en pratiquant d'autres divertissements que l'islam pourtant n'interdit guère.

Deux à trois jours après, les hommes individuellement armés sont revenus. Mais cette fois-ci, ils ont arrêté et emmené plus d'une vingtaine de jeunes gens du village, des jeunes qui sont membres de l'association de la jeunesse de Korientzé. « Ils sont venus sur des motos. Ils ont arrêté les jeunes, les ont ligotés, les bras derrière le dos, puis ils les ont bandés les yeux et ont mis leurs têtes dans un sac. Et cela, devant tout le village. Puis les jihadistes ils ont emmené les jeunes en brousse. Personne ne sait où », a déclaré un jeune de la ville. Certains parlent même de recrutement forcé des jeunes de la localité. Une méthode d'enrôlement contraint à laquelle, selon les témoignages, les terroristes recourent de plus en plus.

Depuis la survenue de cet incident, personne n'a eu des nouvelles des jeunes gens enlevés. Parmi les gens kidnappés, on peut citer : Modibo Sidibé, Hammi Dicko, Aliou Moussa Dicko... Les familles des victimes vivent dans l'angoisse du retour incertain de leurs enfants, maris et frères.

A. Dicko

Source: Les Échos- Mali



Application de l'article 39 : La proposition de 20% qui divise les syndicalistes de l'éducation

Sur la proposition de 20% d'augmentation faite par le gouvernement à la place de l'application de l'article 39 du statut particulier des enseignants, 3 des 7 syndicats de la synergie sont favorables ; 3 autres défavorables et 1 syndicat reste indécis. Cette information, nous l'avons reçu d'une source proche des syndicats.



En lieu et place de l'application stricte de l'article 39 du statut des enseignants maliens, le gouvernement a finalement proposé, il y a quelques jours, 20% à la synergie des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016. Au nombre de sept (7) corporations syndicales à défendre les enseignants, depuis le début de cette lutte, la synergie se trouve présentement partagée sur la question. Une franche partie semble être consentante et a d'ailleurs exprimé sa volonté d'accepter les 20% proposés par le gouvernement. C'est trois (3) parmi les sept syndicats qui ont adhéré à la proposition du gouvernement. Ces révélations, venues d'un des responsables de la synergie, rapportent que « les syndicats disposés à accepter les 20% sont : la FENAREC ; le SYNESEC et le SYNEB ». La même source rapporte que trois (3) autres syndicats sont opposés à cette proposition des autorités de la transition. Pour ce qui est le septième syndicat de la synergie, le responsable confie avoir constaté de confusion sur sa position. « La synergie comporte sept (7) syndicats. Trois (3) sont pour la proposition des 20%, trois (3) sont contre ladite proposition et un (1) syndicat reste indécis sur sa proposition », rapporte

la source. Ce responsable dont nous tairons le nom annonce que cette division au sein de la synergie intervention suite à une rencontre tenue entre le camp syndical et gouvernemental. « Nous avons compris qu'après l'appel du ministre Sanou de l'Économie et des Finances, une proposition de 20% a été faite en lieu et place de 15% pour la part du Président de la transition, le colonel Assimi Goita. Cela s'explique par le fait que le Président demande à ce que ce problème (crise scolaire) soit, vaille que vaille, décanté », a-t-il confié. D'après lui, le ministre Sanou a fait part de cette proposition aux syndicalistes. Mais, a-t-il dit, la position du SYPESCO est très claire : « L'article 39 ou absolument rien, parce qu'on ne peut pas négocier pour l'application de la loi de la République ». Via cette information qu'il a voulu donner à ses camarades, le responsable maintient que la position du bureau national du SYPESCO reste « l'application stricte de l'article 39 » du statut des enseignants. Aux militants, il va d'ailleurs lancer un message à l'union en leur demandant de parler d'une même voix, quant à l'inacceptation de la proposition venue du gouvernement. « Que cela soit clair pour tout le monde, nous (SYPESCO)

ne serons pas d'accord avec les 20%. On ne sera même pas d'accord avec les 40%. Il faut vraiment continuer la lutte. La loi doit être appliquée avec la saison 2 (deuxième partie de la lutte syndicale) », a-t-il soutenu. Aujourd'hui, ajoute-t-il, « nous avons l'impression qu'il ne s'agit pas d'une histoire de grille unifiée, mais il s'agit de militariser nos grilles. On (corps enseignant) ne doit pas se laisser faire, sinon on va finalement se retrouver comme la dernière des couches au Mali ». Parmi les syndicalistes, il y en a qui, indique-t-il, ne souhaitent pas que l'année scolaire 2021-2022 s'achève sans que les autres n'acceptent les 20%. Même si nous n'entendons pas, pour l'instant, la réaction des autres syndicalistes, tout porte à croire que les syndicats de la synergie semblent être partagés sur la question. Vont-ils s'entendre pour ensemble continuer la lutte, ou doit-on désormais s'attendre à la division au sein de la synergie des syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016 ?

Mamadou Diarra
Source : LE PAYS



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



Face à l'agressivité extérieure : Les maliens derrière leur armée

Des milliers de Maliens, venus de tous les coins de Bamako, à l'appel du mouvement Opération Espoir E-Tous FAMA, ont réitéré leur soutien à l'armée malienne dans sa montée en puissance. C'était l'occasion pour ces manifestants de fustiger également les pratiques de certains alliés visant à saper le moral des FAMA.

T-shirt et casquette au nom du mouvement Opération Espoir E-Tous FAMA, les manifestants sous un soleil ardent au Boulevard de l'Indépendance de Bamako, scandaient des slogans tels que « Vive les FAMA » ; « Soutien à l'armée malienne » ; « Nous saluons la montée en puissance de l'armée malienne » ; « Vive la collaboration russo-malienne » ; « Non à la France et à la MINUSMA » ; « Tous derrière les FAMA jusqu'à la victoire finale » ; « Oui au respect de la souveraineté du Mali » ...

Plusieurs mouvements sont à la base de cette manifestation gigantesque. Il s'agit du M5-RFP, du Collectif pour la Refondation du Mali, de Yerewolo Debout sur les remparts, de la Coalition pour le Mali... tous appellent les Maliens à un soutien massif à l'armée malienne. Les responsables de ces différents mouvements ont, tour à tour, évoqué la nécessité pour les Maliens de soutenir l'armée. Ils ont

également appelé à la cohésion et à la solidarité. Aussi, ont-ils appelé les Maliens à former un bloc derrière les FAMA qui, selon eux, sont victimes des manœuvres de la France et ses alliés cherchant à les déstabiliser.

A ceux qui s'attaquent à l'armée malienne, les manifestants lancent un avertissement. Ils indiquent que l'armée malienne est la « ligne rouge à ne pas franchir ». « Nous sommes prêts à tout, à affronter quoi que ce soit pour soutenir l'armée dans le cadre de sa mission de sécurisation des personnes et leurs biens », laisse entendre un jeune manifestant visiblement très remonté contre la France qui, selon lui, est derrière toutes les « cabales » contre l'armée malienne. « L'armée malienne est victime d'une cabale venant de la France qui a montré son échec sur le terrain. Elle dans une guerre de communication contre l'armée malienne depuis des mois et nous n'allons pas laisser ternir l'image de notre vaillante armée

», ajoute-t-il.

Âgée de près de 70 ans, une vieille dame était, elle aussi, à la manifestation de soutien à l'armée. Sa seule motivation : aider moralement les forces armées maliennes à vaincre le terrorisme. « Mon fils ainé est mort dans cette crise. Son jeune frère est aussi militaire et est au front. Donc, s'il y a une manifestation pour soutenir ces jeunes militaires, je me sens obligée d'être en première ligne », affirme Assétou Diarra, assise sur tabouret. Elle était accompagnée par son petit-fils.

Le Collectif pour la Défense des Militaires est parmi les organisateurs de la manifestation du vendredi. Son porte-parole, Mohamed Dembélé, a fustigé, dans son intervention, la campagne d'intoxication contre l'armée malienne. « Notre armée républicaine ne cesse d'enregistrer des résultats palpables qui malheureusement font des jaloux au point de répandre des allégations mensongères, plus encore, de mener de véritables campagnes de dénigrement, d'intoxication et de désinformation », déplore M. Dembélé qui ajoute que « le peuple souverain du Mali est plus que jamais soudé derrière son armée qui est en train de terroriser les terroristes, lesquels, régnaient en maîtres, depuis 2012 sur les ¾ de notre territoire ». Le porte-parole du CDM a profité de ce meeting pour saluer la montée en puissance de l'armée malienne. « Notre vaillante armée est passée d'une armée défensive à une armée offensive qui n'hésite aucunement à traquer l'ennemi, et le grand vide dû à l'échec des hommes politiques sur le plan sécuritaire, est aujourd'hui comblé par des jeunes officiers engagés et responsables qui sont largement acquis à la cause du Mali », déclare Mohamed Dembélé.

Pour sa part, Dr Allaye Bocoum a mis l'accent sur la nécessité pour les Maliens de soutenir les FAMA. « Le peuple malien dit non à la prédation, non à la prédation des pays qui ont préféré être, eux-mêmes, des terroristes... », laisse entendre Dr Allaye Bocoum.

Il faut rappeler que l'armée malienne est soutenue par tous les Maliens, soutiens comme opposant à la transition. Sa montée en puissance fait la fierté de tous.

Boureima Guindo
Source : LE PAYS

Augmentation du nombre des conseillers au CNT : La Coordination contre l'Esclavage et ses Séquelles (C.C.E.S) réclament un siège pour Boubacar N'Djim

Conformément à la nouvelle charte de la Transition qui approuve l'augmentation du nombre des membres du CNT de 121 à 147, la Coordination Contre l'Esclavage et ses Séquelles (C.C.E.S) a manifesté sa volonté d'avoir un siège au sein de la nouvelle configuration de l'organe législatif de la Transition. Dans une correspondance adressée au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, la C.C.E.S a sollicité la nomination de M. Boubacar N'Djim comme son représentant valable au CNT.



Composée de plusieurs organisations africaines et panafricaines qui ont pour but essentiel d'éradiquer l'Esclavage et ses pratiques assimilées partout en Afrique, la Coordination Contre l'Esclavage et ses Séquelles (C.C.E.S) a émis son souhait d'avoir un représentant au sein de la nouvelle composition du Conseil National de Transition (CNT), l'organe législatif de la Transition. L'objectif selon ce collectif, c'est d'avoir un créneau de plus, une autre voix qui porte pour défendre mieux l'égalité de tous les êtres humains au Mali. En effet, l'organisation a tenu à rappeler que ces dernières années, « l'Esclavage par ascendance dans la région de Kayes a pris une autre tournure qui a mis dans l'eau tous les efforts de l'Etat malien depuis l'indépendance, les forts des organisations de défense des droits de l'homme tant nationale qu'internationale, ainsi que les efforts des experts des

droits de l'homme des Nations Unies pour le Mali ». Tout en se réjouissant de la présence au CNT du Président de Temedt qui est aussi une organisation qui lutte contre l'esclavage au Mali, la C.C.E.S a sollicité, dans une correspondance, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, pour nommer M. N'Djim Boubacar comme son représentant au sein de l'organe législatif de la Transition. « Dans le souci d'accroître nos actions de communication, de sensibilisation et de plaider au Mali, nos organisations de défense des droits de l'homme qui sont mobilisées dans la lutte contre l'esclavage vous préconisent de nommer M. N'Djim Boubacar comme Conseiller au Conseil National de Transition (CNT), Organe législatif de la Transition », a noté explicitement cette correspondance. Comme argumentaire, la Coordination Contre l'Esclavage et ses Séquelles souligne que le sieur N'Djim Bou-

barcar a montré ses preuves à travers plusieurs actions qui ont permis de préserver la vie des milliers de victimes parallèlement à l'évacuation de plusieurs autres dossiers devant les parquets. « Il se trouve aujourd'hui qu'il (Boubacar N'Djim) est incontournable sur le terrain dans la lutte contre l'esclavage au Mali à travers son organisation (Mouvement pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme, (MSD)). Il nous rapporte des informations pour nous permettre de mieux communiquer en cas d'alertes d'affrontements liés à cette pratique odieuse », donc sa nomination comme conseiller dans l'organe législatif de la Transition permettra sans nul doute de donner un vent d'espoir aux milliers de victimes des pratiques esclavagistes au Mali.

Issa Djiguiba
Source : LE PAYS

Livre : « Le journal d'un douanier » dans les librairies !

Du nouveau dans le monde de la culture au Mali. Le livre « Le journal d'un douanier », écrit par Mohamed Bassirou Camara, Inspecteur des Douanes de classe exceptionnelle à la retraite, a été dédicacé le samedi dernier. Ce livre de 175 pages retrace la vie familiale, estudiantine et professionnelle de l'auteur et de son frère aîné. Ce récit de M. Camara permettra, sans doute, aux lecteurs d'apprendre beaucoup sur l'administration et les dirigeants, l'injustice, la corruption et le népotisme au Mali.

Cette cérémonie qui a eu lieu dans les locaux du Mémorial Modibo Keita a enregistré la présence de l'ancien président de l'Assemblée nationale, de plusieurs responsables politiques et syndicaux. Les proches, parents et amis de l'auteur étaient également présents.

Mohamed Bassirou Camara a évoqué à l'assistance les motivations qui l'ont conduit à écrire cet ouvrage : « Ce livre est un legs pour la nouvelle génération. À travers ce livre, j'ai voulu partager mon expérience du monde du travail », a-t-il indiqué.

Camara a précisé que « ce livre est à la fois un coup de cœur » et aussi sa « part de vérité » sur nombres de sujets relatifs à la vie de la nation. L'auteur précise également que l'ouvrage englobe tous les aspects de son par-

cours familiale, estudiantine et professionnelle et à un objectif : « ce livre est écrit par un douanier mais va bien au-delà. Il touche à tous. Il veut contribuer à l'édification d'une société nouvelle, et partager avec la nouvelle génération les expériences ».

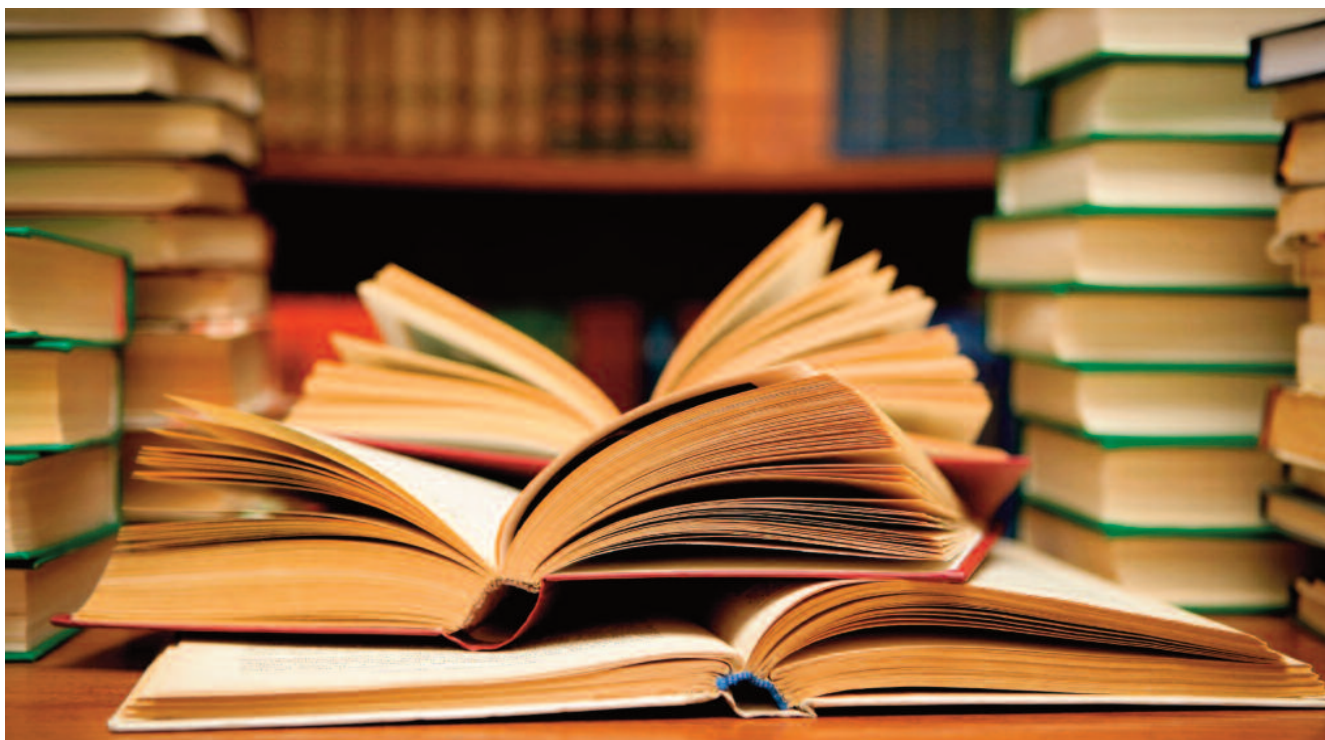
Par ailleurs, l'Inspecteur de Douane de classe exceptionnelle à la retraite a expliqué que sur le plan professionnel, quand il commençait la douane, il venait à peine d'avoir dix-huit ans : «... Et j'ai commencé au bas de l'échelle. Pour être ce que je suis aujourd'hui, il a bien fallu que je me forme. Nos enfants et nos collègues qui sont en fonction aujourd'hui ont de la chance parce qu'ils n'ont plus besoin d'aller à l'extérieur pour étudier ou améliorer leur connaissance. Quand je parlais à Paris, c'est parce qu'il n'y avait aucune structure univer-

sitaire capable de former. Donc j'ai écrit ce livre pour que la jeune génération puisse savoir toutes les difficultés que nous avons eues par rapport à sens aveugle... ».

Sur un plan national du pourquoi de ce livre, poursuit-il : « J'ai été syndicaliste, j'ai été chef d'institution. Donc on est amené à être au parfum de certains modèles de gouvernance dont il faut aussi parler. C'est vrai qu'on ne peut pas tout dire, mais certaines vérités aussi qui doivent être dites, tout en sachant raison gardée ». Dans ce livre, vous y trouverez dans un premier temps le parcours familial de l'auteur, l'influence que sa famille nombreuse solidaire a eu sur son parcours future. Mohamed Bassirou Camara y dresse aussi avec affection le portrait des membres de sa famille, oncles paternels, maternels, mères ; frères ... Ensuite il revient sur son intégration à l'école, les difficultés, les joies...

Dans la deuxième partie, l'auteur raconte sa découverte du monde professionnelle avec son intégration à 18 ans dans le corps de préposés des douanes. Le livre se poursuit avec son départ et sa vie en France pour une formation. Les deux dernières parties du livre sont consacrées à son retour au pays et l'exercice du mouvement syndical dans la douane et au plan national.

Mohamed Sylla
Source : L'Aube



Mali : Lancement du programme émergence artistique et culture

Faire de la culture un vecteur de paix, de cohésion et d'autonomisation de la fille. Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, a procédé, le lundi 16 mai 2022, au lancement des travaux du Programme "Émergence Artistique et Culturelle pour le renforcement de la paix, de la cohésion, et de l'autonomisation de la fille". La finalité recherchée de ce programme est de faire de la culture un levier indispensable de développement dans un monde en parfaite mutation sociale.

C'était en présence du chef de cabinet du ministère de l'Artisanat, de la Culture et de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Yamoussa Fané, les responsables du Programme Émergence Artistique et Culturelle pour le renforcement de la paix, de la cohésion, et de l'autonomisation de la fille et un public acquis pour la circonstance.

Soutenu par le Fonds d'Appui aux Moteurs de Changement (FAMOC) le Programme, émer-

gence artistique et culturelle, vise à diffuser des œuvres qui promeuvent la citoyenneté, le vivre ensemble, la paix au sein de la jeunesse malienne, à travers la peinture murale, le théâtre, la musique et le conte. Ces œuvres sont créées et renforcées à la suite d'une résidence artistique, puis de sessions de formations.

Ce programme est né de l'engagement et de l'ingénierie de la Présidente de Cultur'Act Association, Dia Yaye Sacko, ingénieure de projet culturel, auteure, spécialisée en communication et consultante en culture.

Dans son intervention, le ministre de l'Artisanat de la Culture et de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo a chaleureusement remercié l'Ambassade du Royaume du Danemark et le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement pour leur appui multiforme à la culture. Il a laissé entendre que ce soutien concrétise sans doute aujourd'hui la mise en œuvre de cet important projet.

Dans la continuité de sa reconnaissance, le

ministre Andogoly Guindo, s'est donné le privilège de remercier et de féliciter l'Association Cultur'Act, notamment la présidente de ladite association, Madame Dia Yaye Sakhô, initiatrice du présent projet.

Le ministre Andogoly Guindo a souligné dans son discours qu'outre l'école ou les moyens de communication, l'art est un excellent vecteur de transmission qui peut jouer sa part dans la sensibilisation de notre jeunesse sur l'importance de l'engagement citoyen, les valeurs cardinales de notre société, la consolidation de la paix et le vivre ensemble.

Déterminé à donner à la culture malienne ses lettres de noblesse, le ministre de l'Artisanat de la Culture de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme s'est dit convaincu et confiant que c'est à travers l'art et la culture que nous pouvons consolider le dialogue social et le vivre ensemble, sources de paix entre les communautés. En outre, il a également rassuré les partenaires techniques et financiers que son département ne ménagera aucun effort pour la promotion et l'accompagnement des industries culturelles et récréatives qui est un point essentiel de notre Politique Nationale.

La cérémonie a pris fin par une prestation artistique des jeunes qui ont véhiculé des messages de paix, de cohésion et d'autonomisation de la fille.

■ Ibrahim Sanogo



Au Niger : Les thèses complotistes ne viennent pas que de Moscou



Le 22 avril 2022, le Parlement nigérien s'est prononcé en faveur du redéploiement des forces Barkhane et Takuba sur le territoire nigérien. Alors qu'au Mali, les théories complotistes prêtant aux militaires français des objectifs cachés ont conduit à la dégradation de leur image, les mêmes discours sont largement répandus au Niger - à Niamey comme dans les villages touchés par l'insécurité. Un phénomène que la campagne d'intoxication menée par la Russie au Sahel n'explique qu'en partie.

« Les Français recréent l'OCRS pour pouvoir extraire nos ressources ! » Pour étayer ses propos, cet ancien directeur d'un centre de recherche public nigérien, aujourd'hui à la retraite, brandit un dossier rempli de documents. L'assistance fait claquer sa langue en signe d'approbation.

OCRS est l'abréviation d'Organisation commune des régions sahariennes. Il s'agissait d'une initiative de dernière minute de la France afin de créer une zone de production économique dans ses colonies sahariennes avant qu'elles n'obtiennent leur indépendance. Promulguée en 1957, l'OCRS a été rapidement démantelée après les indépendances.

L'accusation du directeur à la retraite était une réponse à la présentation de la situation sécuritaire au Sahel par un professeur d'université lors d'une conférence organisée par l'Institut de recherche en sciences humaines

à Niamey le 25 février 2022. L'exposé de ce dernier était une analyse assez classique des causes de l'insécurité dans la région - mauvaise gouvernance, concurrence accrue pour les ressources naturelles, etc -, à l'exception d'une diapositive suggérant que les Français soutiendraient certains groupes armés. Lorsque le débat s'est ouvert à l'auditoire, tout le monde a ignoré le contenu principal de la démonstration du professeur pour se concentrer sur ce seul point. Et il y a eu peu de voix discordantes.

Les responsables politiques et les conseillers en sécurité français sont bien conscients de la thèse complotiste qui circule au Sahel, selon laquelle la véritable raison de la présence de la force Barkhane au Mali et au Niger serait de créer de l'insécurité - et donc de soutenir des groupes armés, voire les groupes djihadistes. Quant à savoir quel serait l'objectif d'une telle stratégie, la réponse varie selon les interlocuteurs. Certains pensent que la France veut maintenir les pays d'Afrique de l'Ouest dans la pauvreté afin de continuer à y bénéficier de sa position de pouvoir et d'influence. D'autres sont persuadés que Paris veut décourager les pays « concurrents » d'investir dans les ressources naturelles du Sahel dans le but de conserver ses contrats actuels, considérés comme largement favorables à la France¹.

Et il y a ceux qui, comme le directeur à la re-

traite, considèrent que l'instabilité actuelle fait partie d'un plan global visant à briser le Mali et une partie du Niger pour constituer un nouvel État qui serait dominé par les Touaregs, et qui entretiendrait des relations privilégiées avec la France. Ce nouvel État, riche en pétrole, en or et en uranium, couvrirait, grosso modo, les mêmes territoires que ceux qui étaient prévus dans le projet de l'OCRS.

UNE ABSENCE DE RÉACTION INCOMPRISE

Ces théories du complot sont généralement attribuées, par la France notamment, à l'influence de la propagande russe et il y a de bonnes raisons à cela. Depuis quelques mois, les groupes WhatsApp - un des principaux vecteurs d'informations au Sahel - sont inondés d'analyses pro-russes et de photos et vidéos censées apporter la preuve que les Français soutiennent les groupes djihadistes. L'affaire du « faux charnier Gossi », si elle est avérée, semble démontrer l'implication des soldats du groupe de sécurité privée russe Wagner dans la construction d'histoires macabres sur Barkhane.

Mais la propagande russe n'est pas la seule raison pour laquelle ces théories se répandent si rapidement. Dans les zones touchées par le conflit, des événements déroutants et apparemment contradictoires se produisent au quotidien - événements qui peuvent faire sens, si l'on croit aux théories du complot, surtout dans un contexte particulièrement hostile à la politique française depuis quelques années². L'une de ces contradictions auxquelles les gens sont confrontés sur le terrain, est l'absence de réaction des soldats français lorsque des attaques se produisent. Les habitants de Tillabéri, la région occidentale du Niger qui est aujourd'hui en partie occupée par les groupes djihadistes et dans laquelle la force Barkhane a multiplié les opérations ces deux dernières années, expliquent que les attaques se produisent en général à la tombée de la nuit. À la première rencontre, les djihadistes exigent généralement la zakat (impôt islamique), et si les gens refusent, ils prennent leurs animaux. Les chefs coutumiers et les commerçants locaux sont régulièrement kidnappés ou tués. Souvent, les habitants des villages concernés alertent les autorités au moment même où l'incursion se produit, et lorsque les djihadistes battent en retraite, ils fournissent des

informations sur la direction qu'ils ont prise. S'ils ont volé un grand nombre d'animaux, les habitants estiment qu'il devrait être facile de les retrouver. De nombreux Nigériens pensent même que les Français ont la capacité de voir ce que font les groupes djihadistes et de savoir quand il y aura une attaque. Mais rien ne se passe : selon l'organisation Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), Barkhane a mené 31 opérations au Niger depuis 2014 ; or selon nos informations, aucune n'a consisté à protéger un village attaqué ou à poursuivre des djihadistes après une attaque.

UNE COM' QUI NOURRIT LES SOUPÇONS

Les photos et les vidéos du « faux charnier de Gossi » publiées par Barkhane semblent confirmer que les militaires français ont accès à des images de haute qualité, même si l'on ne sait pas grand chose des superficies que les drones et les avions de surveillance français peuvent couvrir. La croyance que les militaires français peuvent tout voir pourrait être un héritage de la période coloniale, lorsque les Français laissaient entendre aux peuples colonisés qu'ils voyaient tout et étaient en mesure de tout contrôler. Une idée qu'ils continuent de véhiculer aujourd'hui à travers leurs opérations de « psyops », via notamment des tracts qu'ils ont distribués dans les zones où ils interviennent au Mali, sur lesquels il est écrit : « Barkhane vous voit, même cachés » (voir l'image ci-dessous).

Cette croyance peut également être liée à des opérations récentes. Nombre de Nigériens n'ont pas oublié ce dont les forces françaises sont capables lorsqu'un ressortissant français est enlevé : en janvier 2011, quand deux jeunes Français, Antoine de Léocour et Vincent Delory, ont été kidnappés par des djihadistes en plein cœur de Niamey, des hélicoptères français ont été mobilisés en quelques heures et ont poursuivi les ravisseurs jusqu'à la frontière malienne³.

Certes, les Nigériens pointent également du doigt leurs propres forces de sécurité, accusées de ne pas réagir, mais ils expliquent cette passivité plus par un manque de moyen, notamment aériens, que de volonté.

Il y a des raisons stratégiques qui expliquent que l'armée française ne réagit pas lorsque des villages nigériens sont attaqués par des groupes armés. Au Mali, le rôle de Barkhane

était de lutter contre le terrorisme - une lutte dont les succès étaient en partie mesurés à l'aune du nombre de chefs djihadistes « neutralisés ». Le Niger a coopéré avec la France en permettant à la force Barkhane de mener des opérations similaires dans la zone frontalière entre le Mali et Niger. Contrairement au Mali, le Niger n'a pas rendu publics les accords passés avec la France détaillant le mandat de Barkhane sur le territoire nigérien. L'armée française n'y a pas à justifier ses opérations. Avant le vote des députés en faveur du redéploiement des forces Barkhane et Takuba sur le sol nigérien le 22 avril 2022, la stratégie de communication du gouvernement nigérien pour justifier l'absence de réponse de Barkhane lors d'attaques contre des civils était de nier que l'armée française menait des opérations sur le terrain et de prétendre qu'elle ne fournissait qu'un soutien logistique et en matière de renseignement aux forces de sécurité. Or les habitants de Tillabéri savent bien, pour l'avoir vu de leurs propres yeux, que Barkhane joue un rôle plus important que cela. Cette stratégie de communication nourrit les soupçons et accrédite la thèse selon laquelle les militaires français et les autorités nigé-

riennes cachent ce qu'ils font réellement.

DE MYSTÉRIEUX BRUITS VENUS DU CIEL

Les habitants de Tillabéri évoquent un autre phénomène qu'ils jugent étrange : avant une attaque, un avion survolerait le village en faisant un bruit différent de celui des avions utilisés par les militaires nigériens. Lorsque les habitants entendent ce bruit, tout le monde part se cacher. Le bruit distinct de ces avions suggère qu'il s'agirait de drones. Certains disent qu'ils ne savent pas qui contrôle ces avions. D'autres assurent qu'il s'agit d'aéronefs français qui recueillent des informations afin de les transmettre aux groupes djihadistes. Lorsque j'ai demandé à des conseillers militaires belges ce qui pouvait expliquer cette chaîne d'événements, ils ont indiqué qu'il était possible que les groupes djihadistes emploient des drones avant leurs attaques pour voir si les forces de sécurité sont présentes dans le village ciblé.

Barkhane fait certes voler des drones pour recueillir des informations - l'armée américaine aussi - et parfois pour mener des frappes, mais les conseillers militaires belges rappel-



lent que ces drones volent à plus de 7 000 mètres dans le ciel - bien trop haut pour que l'on puisse les entendre ou les voir depuis la terre ferme. Seulement, la plupart des Nigériens ne savent pas tout cela. Pour eux, si drone il y a, il ne peut être que français (ou américain). Selon cette logique, si les Français font voler des drones avant les attaques djihadistes, ce ne peut être que pour les aider.

Il est vrai que les militaires français soutiennent ou ont soutenu certains groupes armés au Mali et au Niger. En 2017 et 2018, ils ont mené des opérations conjointes avec le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad) et le GATIA (Groupe autodéfense touareg imghad et alliés), deux milices armées à dominante touareg qui, contrairement aux groupes djihadistes, ne se battent pas pour instaurer un État islamique et se disent fidèles à Bamako. Pendant ces opérations conjointes, les Français ont fait voler des avions au-dessus des zones concernées mais - selon les témoins - il semble qu'il s'agissait plutôt d'avions de chasse ou d'hélicoptères que de drones ou d'avions de surveillance.

Le problème est que de nombreux civils ne font souvent pas la distinction entre les groupes djihadistes et les autres, qui mènent eux aussi des attaques contre des villages. Pour eux, quel que soit le groupe, il s'agit de « bandits ». Ainsi, lorsque des habitants entendent parler d'une attaque dans laquelle des Blancs ont été impliqués, il est possible que le témoin rapportant l'attaque n'a pas donné de précisions quant au groupe armé, et donc que personne ne sait en réalité quel groupe est soutenu par la France. Le manque de détails dans une histoire vraie peut être utilisé involontairement pour faire une autre histoire fausse.

« LA FRANCE, C'EST NOTRE ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE »

Pour les personnes vivant loin de Tillabéri, comme les universitaires et les fonctionnaires qui ont participé à la conférence sur la sécurité au Sahel à Niamey le 25 février, il est un fait historique incontournable : la dernière fois que les Français ont mené des opérations militaires majeures au Niger, c'était pour « pacifier » le territoire et en prendre le contrôle, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Dans un institut de recherche réputé de Niamey, un étudiant m'a patiemment expliqué que « les

forces tchadiennes et nigériennes opérant au Niger ne sont pas des forces étrangères, ce sont nos voisins », mais que pour la France, c'est « différent » car « c'est notre ancienne puissance coloniale ». Cet étudiant a raison : la présence militaire française au Niger a une signification différente de celle des armées tchadienne ou nigérienne.

À l'indépendance, l'armée nigérienne n'a pas été formée à partir d'une force révolutionnaire qui avait lutté pour la liberté, mais directement à partir de l'armée et de la gendarmerie françaises qui, même après l'indépendance, ont conservé des militaires à des postes clés à Niamey. Même si des Nigériens ont progressivement été nommés aux postes de commandement, la France a maintenu des coopérants permanents dans l'armée et dans l'administration nigérienne, qui ont fourni conseils et formations. Un an après l'indépendance, le Niger a signé un accord de défense avec la France, donnant notamment le droit légal à cette dernière d'intervenir au Niger en cas d'interférence étrangère (c'est-à-dire non française) dans les affaires intérieures du pays, la possibilité de conserver une base militaire à Niamey, et des droits sur les ressources naturelles du Niger.

Depuis le début de la campagne française de lutte contre le terrorisme au Sahel, le Niger a signé cinq accords avec la France - c'est ce qu'a indiqué le Premier ministre Ouhoumoudou Mahamadou lors du débat à l'Assemblée nationale le 22 avril 2022, consacré au redéploiement de Barkhane. Aucun de ces accords n'est accessible au public. Ce manque de transparence alimente les théories complotistes, dont l'impact est potentiellement plus dévastateur pour les relations franco-nigériennes que la révélation du contenu de ces accords.

DES ARGUMENTS INAUDIBLES

Il y a évidemment des failles dans les différentes théories du complot qui circulent actuellement. Pourquoi la France voudrait-elle attaquer une armée qu'elle a contribué à former ? Tout le monde met en avant les ressources naturelles dont dispose le Niger, l'évolution de l'ordre géopolitique et la nécessité pour la France de maintenir son rang au niveau mondial. Il est vrai que la France a bénéficié de contrats avantageux pour extraire l'uranium au cours des quarante dernières années. Jusqu'en 2014, Areva, la compagnie mi-

nière française (rebaptisée Orano) qui exploite l'uranium nigérien depuis la fin des années 1960, ne payait aucun droit d'exportation, ne s'acquittait d'aucune taxe sur les matériaux et les équipements utilisés dans le cadre des opérations minières et payait une redevance de seulement 5,5 % sur l'uranium qu'elle produisait. En 2014, le gouvernement nigérien a négocié une augmentation de cette redevance à 12 %, s'alignant ainsi sur les 13 % exigés à Orano par la province canadienne de la Saskatchewan au cours de la dernière décennie - un taux encore très éloigné de celui négocié par le Kazakhstan (18,5 %).

Mais hormis l'uranium, la France n'est pas impliquée dans l'extraction des autres ressources naturelles du Niger, à savoir le pétrole et l'or. Ce sont les Chinois qui exploitent le pétrole nigérien - ce en toute opacité - et la plupart des dizaines de tonnes d'or extraites chaque année du sous-sol nigérien le sont de manière informelle par des Nigériens et des ressortissants des pays de la région, avant d'être exportées vers les Émirats arabes unis.

Il est vrai qu'une grande entreprise française, Veolia, contrôle le secteur de l'eau, une ressource qui devrait prendre de la valeur dans les années à venir. Mais si les Français ne s'intéressaient qu'aux ressources du Niger, comme le pensent de nombreux Nigériens, alors pourquoi n'ont-ils pas signé davantage de contrats pour extraire ses ressources naturelles à des conditions favorables ces dernières décennies ? Après tout, l'accord de défense signé en 1962 leur donnait un accès prioritaire à ces ressources.

Ces arguments, aussi solides soient-ils, n'ont que peu de poids face au flux constant d'« infox » - notamment véhiculées par la propagande russe - qui prétendent prouver le véritable agenda de la France au Niger et au Mali, voire au Burkina Faso. Et même si la France renforce massivement son programme de « guerre informationnelle », comme elle l'a annoncé ces derniers mois et comme l'affaire de Gossi l'a démontrée, ces théories du complot perdureront. La guerre mondiale contre le terrorisme, avec sa multitude d'acteurs, crée trop de complexité, trop de contradictions. Dans un tel contexte, l'histoire coloniale et les structures postcoloniales qui en ont découlé pèsent trop lourd.

Source : afriquexxi.info

Durée de la transition : Le CNT ouvre la boîte de pandores (Éditorial)



L'adoption du chronogramme de la transition, proposé par le CNRD, à la virgule près, déchaîne les passions dans le landerneau politique. Face à ce climat de tension, sur fond d'échanges à fleurets peu mouchetés, les autorités de la transition ont décidé de parer au plus pressé, en interdisant les manifestations de rue. Il n'en fallait pas plus pour les forces vives, opposées au CNRD, de ruer dans les brancards, en menaçant de battre le macadam.

La tension entre le CNRD et ses opposants vient d'atteindre son paroxysme suite à l'adoption par le CNT, du chronogramme de la transition, proposé par la junte militaire. Une adoption à la virgule près, serait-on tenté de

dire, vu que les conseillers du CNT, dans leur écrasante majorité n'auront fait que raboter les 39 mois, de 3 mois seulement. Pour en garder les 36 mois, soit 3 ans comme durée de la transition. L'autre zone d'ombre qui met une louche à la colère de ceux qui contestent la démarche du duo CNRD, CNT, est le manque de précision sur le point de départ de cette transition. Le projet adopté par les conseillers ne comportant aucune mention de ce top départ.

Et c'est pendant que les forces vives ruminent leur colère, contre ce chronogramme de la « discorde », que le CNRD a pris les devants pour annoncer l'interdiction de toutes les manifestations de rue, jusqu'en période de

campagne électorale. Une manière de couper l'herbe sous les pieds des opposants à la junte, qui projetaient déjà de battre le pavé après le mois de ramadan.

La Coordination nationale du FNDC qui est très prompte à réagir « aux impairs » du CNRD, s'est fendue dans la foulée d'une déclaration pour condamner « cette interdiction en violation délibérée de l'article 8 de la charte de la transition et des conventions et traités internationaux auxquels la Guinée a souscrit. »

Pour le FNDC, « cette interdiction est l'expression de la volonté manifeste du CNRD de s'éterniser au pouvoir en muselant toutes les forces sociales et politiques du pays. »

Tout en invitant dans la foulée, « le peuple de Guinée à rester mobilisé et à l'écoute de l'annonce de la date de la reprise des manifestations citoyennes et pacifiques pour empêcher la confiscation du pouvoir par le CNRD au grand dam du retour rapide à l'ordre constitutionnel. »

C'est le même son de cloche à l'UFDG, tête de pont du G58 et des opposants à la junte. Où on ne décolère pas non plus suite à l'adoption de ce chronogramme de 36 mois, que le parti de Dalein trouve assez long pour une transition. Cette formation politique étant elle, pour une durée maximum de 15 mois.

L'autre acteur qui n'est pas resté indifférent à cette mesure d'interdiction des manifestations de rue est l'OGDH, qui ne cache pas sa préoccupation par cette restriction des libertés envisagée par la junte.

L'OGDH rappelle en outre que « la République de Guinée est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples qui garantissent tous le droit de manifestation. A ce titre, elle en appelle au CNRD à œuvrer pour garantir le respect du droit à la manifestation conformément aux obligations internationales souscrites librement. »

Le CNT accusé d'avoir ouvert la boîte de pandores, pour avoir outrepassé ses prérogatives, reste pour le moment de marbre. Car cet organe qui joue le rôle du législatif, est considéré par la junte comme un creuset des forces vives de la nation. Contrairement aux indignés qui lui dénie tout pouvoir de légiférer au nom des forces vives.

Source : GuinéeNews



Bazoum Mohamed : La polygamie et les nigériens

« Je connais plusieurs personnes qui n'ont pas un revenu, qui vivent au jour le jour et qui ont plusieurs femmes et plusieurs enfants. [...] Il nous faut changer ». Ainsi s'est exprimé le Chef de l'État, le 11 mai dernier à l'occasion de la célébration de la femme nigérienne.

Profitant de l'occasion, Bazoum Mohamed a fait un état des lieux sur la situation démographique, ses causes et les défis qu'elle engendre pour le Niger. Ce faisant, il a dénoncé la « polygamie irresponsable » dans les termes évoqués plus haut. D'une façon générale, le président nigérien a tenté de décourager la polygamie, sans l'interdire, ni la blâmer dans son principe. Bazoum Mohamed est allé très fort, jusqu'à affirmer : « J'ai dit à mes ministres : tant que vous êtes dans mon gouvernement, il vous est interdit de prendre une femme supplémentaire. Il faut que nous donnions l'exemple. Le ministre qui veut prendre une femme supplémentaire - on ne le lui interdit pas, mais - il peut quitter le gouverne-

ment. Mais tant qu'il sera dans le gouvernement, il le lui sera interdit [...] ». Comme de juste, de telles déclarations ont suscité diverses réactions dans l'opinion nigérienne.

Pour les premiers, Bazoum Mohamed aurait commis un blasphème religieux, en abordant la polygamie en ces termes. Ils l'accusent ni plus ni moins de vouloir plaire aux occidentaux, dont on connaît l'opposition officielle à cette pratique. Ceux-là vont jusqu'à mettre le chef de l'État en garde contre un reniement culturel.

Pour les seconds, féministes surtout, Bazoum Mohamed a raté le coche. Ils estiment que « jamais une femme ne refusera d'intégrer un foyer au motif qu'il serait polygame. Les pressions familiales et sociales sont très fortes et dissuasives ». Dans leur logique, Bazoum aurait dû aborder les violences faites aux femmes, phénomène très prégnant. Ils en veulent pour preuve les statistiques judiciaires et les faits divers rapportés dans la presse. « Pour moi, Bazoum a simplement diverti les

femmes pour se faire applaudir. Il ne s'est pas attaqué aux maltraitances physiques, quotidiennement infligées aux femmes. Son discours m'a assez déçu », nous a confié une étudiante.

Enfin, d'autres approuvent totalement les déclarations du président. « Le Chef de l'État a eu raison de parler ainsi. C'est très courageux de sa part. Tout le monde sait que la polygamie - telle qu'elle se pratique souvent - est source de désordres et de conflits. On doit dénoncer cette polygamie irresponsable. Même les marabouts doivent être d'accord avec ça » tranche une femme qui a requis l'anonymat. Comme on le voit, Bazoum Mohamed aura - une fois de plus - réussi à susciter la controverse. Tel était son but : provoquer le débat. En attendant, la télévision nationale donne la parole aux têtes couronnées et chefs religieux comme pour confirmer les propos du Chef de l'État. Ce qui suscite un sentiment de propagande dans certains milieux.

Le mieux à faire, peut-être, serait de donner la parole aux premières concernées. Car, la polygamie est une affaire très sérieuse pour la confier aux seuls hommes.

■ Malik WOGO

MERCATO – PSG : Kylian M'Bappé dévoile une date pour son choix !

Après avoir été élu meilleur joueur de Ligue 1 pour la troisième fois consécutive, Kylian Mbappé a déclaré qu'il annoncerait sa décision pour son avenir avant le prochain rassemblement des Bleus en juin. Kylian Mbappé va bientôt faire son choix pour son avenir. Après avoir reçu son titre de meilleur joueur de Ligue 1, Kylian Mbappé a été questionné sur son futur. « Où je jouerai la sai-

son prochaine ? Comme j'ai dit j'ai fait un discours pour remercier tout le monde. J'ai fait une erreur il y a 3 saisons en m'accaparant la cérémonie. Ce n'est pas le moment adéquat. Je vais rester dans l'esprit de remercier tout le monde. Ça a été une belle saison. On saura quand ? Très rapidement. C'est presque fait. Mon choix est-il fait ? Quasiment », a expliqué le buteur du PSG.

« J'ANNONCERAI OFFICIELLEMENT MA DÉCISION SUR MON AVENIR AVANT DE REJOINDRE L'ÉQUIPE DE FRANCE EN JUIN »

Et en zone mixte, Kylian Mbappé en a ensuite dit plus sur le timing de sa future annonce... « J'annoncerai officiellement ma décision sur mon avenir avant de rejoindre l'équipe de France », a confié Kylian Mbappé ce dimanche. Cela se fera donc avant le 28 mai prochain, date du rassemblement des Bleus. Qu'il opte pour le PSG ou le Real Madrid, l'international français pourra enfin tirer un trait sur toutes les rumeurs qui l'entourent. On n'a jamais semblé aussi proche du dénouement de ce feuilleton...

Source : <https://le10sport.com>





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il est important de faire un break, car un changement d'activité est proche. Saturne en Capricorne vous incite à trouver un autre poste pour vous épanouir davantage. L'ambiance dans le travail et les tâches répétitives ont pu vous motiver pour partir.

Vous pouvez dépenser pour des articles utiles et attendre pour faire des économies. La prudence est de mise, car l'instabilité professionnelle vous donne une visibilité réduite sur la gestion du budget. Un paiement obligatoire peut retarder des achats.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous oscillez entre compromis et fermeté. Les hostilités de la part de vos collègues sont officiellement ouvertes. Vous essayez de rester le plus objectif possible, Mercure vous suggère de ne pas mélanger vie professionnelle et vie privée.

Vous gardez un œil sur votre budget. Aujourd'hui vous freinez les dépenses les moins utiles. Réputé bon gestionnaire, vous ne pouvez pas vous laisser aller, quitte à ne pas lâcher votre calculatrice de la journée. Il ne faut pas abuser !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si l'un de vos collègues vous demande de le défendre, réfléchissez avant de le faire. Le climat vous expose à des histoires et une dégradation de l'atmosphère dans votre service. Des querelles pour des détails peuvent venir comme un cheveu sur la soupe.

Écoutez les conseils prodigués par votre famille qui peuvent vous rendre service. Ils peuvent vous aider à réaliser des économies. Il faut être patient pour stabiliser le budget. Vous pouvez passer la journée à râler à cause de la frustration passagère.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre ambition sera déçue. Vous pourriez même avoir envie de prendre certains risques en donnant un coup de balai à une organisation qui vous étouffe. Vous vous appliquerez à changer certaines règles même si votre direction voit cela d'un mauvais œil.

Financièrement, vous n'aurez que des satisfactions ! Quoi que vous vous apprêtiez à faire, vous pouvez être assuré de sa réussite. Vous saurez faire preuve d'habileté si vous devez acheter ou vendre un bien. Votre gestion est exemplaire !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aimez que l'on écoute vos idées. Cette envie peut être à double tranchant. Vous aimez imposer aussi votre point de vue et cela attise des rivalités déjà latentes. Malgré le contexte, votre situation professionnelle évolue vers un nouveau poste.

Une mise au point serait la bienvenue avec votre gestion matérielle. Vous êtes pressé de renouveler des articles pour offrir du confort à votre famille et cela engendre une série de dépenses que vous pourriez échelonner. Il y a un risque de découvert.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous donne l'opportunité d'opérer de grands changements dans votre vie professionnelle. Vos projets prennent plus d'ampleur, vous développez votre réseau. Un contact souhaite vous débaucher. Il est préférable d'analyser la situation avant d'agir.

Dans vos finances l'équilibre est préservé. Vous n'avez pas de soucis à vous faire, les astres protègent votre argent. Cependant, si un ami vous doit de l'argent, rappelez-lui avec tact et gentillesse que les bons comptes font les bons amis.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un ancien collègue peut vous donner un contact pour trouver un nouveau poste. De la lenteur est encore à prévoir et vous pouvez râler une partie de la journée pour vos conditions actuelles de travail. Le poste actuel ne correspond plus à vos ambitions.

Il est utile de faire un point, car plusieurs jours de file sont axés sur la gestion de la trésorerie. Les questions d'argent vous entêtent, car votre salaire s'envole dans les charges. Vous pourriez envisager de changer d'activité pour gagner plus.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les choses iront bon train ! Votre dynamisme, votre sens de l'organisation vous vaudront un franc succès. Vous pourrez mettre sur pieds vos projets, engager des négociations que vous mènerez d'une main de maître. Vous viendrez à bout des travaux difficiles.

Le carré Jupiter/Vénus pousse fortement à la dépense. D'un côté, vous avez suffisamment de rentrées d'argent pour vous faire plaisir. Mais de là à attraper la fièvre acheteuse, non ! Pensez un peu à épargner pour les jours plus difficiles.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous faites des concessions, car l'évolution professionnelle ne se déroule pas comme vous le voulez. Il règne une atmosphère de tensions et de rivalités dans votre activité professionnelle. Cela peut vous apporter une déception amère vis-à-vis d'un collègue.

L'atmosphère est aux dépenses qui restent importantes et diversifiées. Il y a peu d'économies possibles, car les sorties actuelles sont nombreuses et vous ne savez pas réellement refuser de régler des notes. La journée peut encore entraîner des frais.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos compétences et vos expériences séduisent, aujourd'hui une opportunité inattendue se présente à vous, sachez la repérer et l'accueillir comme il se doit. Vous avez l'occasion de démontrer tous vos talents, vous saisissez votre chance.

Votre générosité risque bien de vous jouer des tours. Ne vous sacrifiez pas pour les autres. L'argent est suffisamment difficile à gagner ce n'est pas pour le distribuer à tout-va. Ne laissez personne abuser de vos largesses, posez des limites.



Verseau (20 janvier - 19 février)

La coopération est demandée dans vos fonctions. On peut vous réclamer également dans une réunion pour intervenir et donner votre opinion. Les astres sont propices à de nouvelles connaissances dans votre vie professionnelle et des liens se créent.

C'est la prudence qui doit guider votre vie malgré les dépenses qui persistent. Dans les sorties avec vos amis, apprenez à être moins généreux et à restreindre vos dépenses. C'est avec de petites économies que vous pouvez stabiliser votre trésorerie.



Poisson (19 février - 21 mars)

Quelque chose de nouveau se présente. Il peut s'agir d'une nouvelle mission ou carrément d'une nouvelle entreprise qui pourrait vous faire signe. Cette journée signera un nouveau départ qui vous ouvrira de nouvelles portes et un horizon plus vaste.

L'argent rentre régulièrement et il ne devrait pas y avoir d'imprévu. Vous pourriez songer à revoir votre budget pour réduire vos frais sur certains postes comme les assurances ou les forfaits de téléphone ou encore les abonnements aux nouvelles chaînes de télévision.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23